

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le mercredi 9 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)

Z.I des Béthunes, 15 rue de l'équerre
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : UD95-2025-0400
Code AIOT : 0006506102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON) implanté Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)
- Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SIKA AUTOMOTIVE est spécialisée dans la fabrication de résines à destination notamment des produits de construction et de l'industrie (automobile, panneaux

photovoltaïques...).

Ses activités se répartissent sur 8 bâtiments accueillant des activités de production. Ces ateliers sont équipés d'étuves, de mélangeurs et de réacteurs où sont formulées des préparations de types résines époxy et polyuréthane. Des bâtiments sont réservés au stockage de matières premières et des produits finis.

La société exploite au sein de son établissement des installations classées au titre des rubriques 3410, 4110, 1450 et 2660. La société est de ce fait soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED) et de la directive SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- Etude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Scénario BAT 3-4-5-6 INC_MMR Détection et intervention humaine	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
4	Scénario Bat 3-4-5-6 INC_MMR mur coupe feu	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Scénario BAT 3-4-5-6 INC_Estimation de la gravité	Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
7	Scénario BAT 6 RNC-Tox_MMR LOGIFORM	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
8	Scénario BAT 6 RNC-Tox_MMR Extraction	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Liste des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.6	Demande d'action corrective	2 mois
12	Dimensionnement Rétention des eaux d'extinction_D9a	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4	Demande d'action corrective	12 mois
13	Dispositions constructives_Suite MED n°IC-22-076	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite_Demande de compléments du 26/04/2021	Lettre du 26/04/2021	Sans objet
2	Scénario BAT 3-4-5-6 INC_ Evènements initiateurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article Article 2	Observation n°1
6	Scénario BAT 6 RNC-Tox_ Evènements initiateurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2	Observation n°2
9	Scénario BAT 6 RNC-Tox	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10	Sans objet
11	Dimensionnement des moyens de prévention et de protection_D9	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 9 non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite_Demande de compléments du 26/04/2021

Référence réglementaire : Lettre du 26/04/2021	
Thème(s) : Risques accidentels, Demande de compléments suite à instruction EDD en 2021	
Prescription contrôlée :	
Compléments demandés par l'inspection au regard de la version de l'étude de dangers mise à jour en février 2020	
1)b)	L'étude de dangers comporte au sein du tome I (paragraphe 2.4.1.3 et 2.4.1.4) des informations complémentaires relatives au quai de déchargement ainsi qu'à la rétention au sein de cette zone. Cependant aucune identification de l'ensemble des potentiels de dangers issus des opérations de transits possibles au sein de toutes les installations n'a été ajoutée. Il convient de modifier ces données au regard de la demande de l'inspection en date du 25/10/2019
1)c)	Aucune modification n'a été constatée concernant la description des établissements voisins susceptibles d'être impactés par un scénario d'accident. Il convient de modifier ces données au regard de la demande de l'inspection en

	date du 25/10/19
2)a)	<p>L'étude de dangers ne comporte pas d'informations complémentaires relatives aux différents modes de fonctionnement notamment au sein du Tome I.</p> <p>A titre d'exemple, en page 48 du tome III de l'étude il est indiqué concernant la surchauffe possible du mélangeur P700 : « En cas de surchauffe manifeste, les opérateurs ont pour consigne de noyer le milieu à l'eau. La présence d'opérateurs, leur formation, le mode opératoire, la cuve mobile et le RIA à proximité permettraient d'intervenir immédiatement. » Cependant les horaires de présence du personnel n'est pas une donnée fournie dans l'étude et conduit pourtant à exclure l'étude d'une réaction non contrôlée pour le bâtiment 3.</p> <p>Il convient d'ajouter ces données relatives aux modes de fonctionnement pour l'ensemble des activités décrites au sein de l'étude au regard de la demande de l'inspection en date du 25/10/2019.</p> <p>Par ailleurs, l'étude ne précise pas clairement les zones de stockages en masse prévues afin d'établir par la suite les plans de stockage pour les services d'intervention tel que demandé par l'inspection en date du 25/10/2019.</p>
2)c)	<p>Les informations fournies dans le cadre de l'étude de dangers en page 8 du tome III notamment ne font pas état des quantités stockées au regard du classement administratif des installations. Il convient de mettre à jour ces données et de les prendre en compte dans le cadre de l'étude des potentiels de dangers.</p>
3)a)	<p>La page 13 de l'étude comporte des informations relatives à l'armoire ventilée au sein du bâtiment 4 sans fournir les informations attendues par l'inspection dans le cadre de la demande du 25/10/19. Il convient d'ajouter la justification de l'absence d'intervention de cette armoire comme scénario accidentel, ou comme événement initiateur au regard du scénario d'incendie du bâtiment 4 développé dans l'étude.</p> <p>L'analyse du scénario BAT 8 INC (et notamment le paragraphe 5.4.5 et 7.9) ne fait pas état spécifiquement de la présence de liquides inflammables et de leur influence éventuelle en matière de probabilité et/ou d'intensité des effets.</p>
3)c)	<p>La synthèse des accidents répertoriés par le BARPI fait état d'un épandage suite à une erreur humaine. Ce scénario n'est pas retenu en raison de l'absence de cuve de stockage. Cependant, les opérations de transit des produits au sein de l'installation (informations actuellement manquantes au sein de l'étude) pourraient amener à identifier un phénomène dangereux de cette nature.</p>
5)	<p>L'étude, et en particulier le paragraphe 8.9, énumère les phénomènes dangereux (PhD) nécessitant des mesures de maîtrise des risques (MMR), sans que celles-ci ne soient in fine identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le PhD CH EX-Spr classé dans la grille de criticité en tant que MMR de rang 1, l'étude indique qu'aucune MMR ne peut être mise en place ; - pour les PhD BAT 8 INC Ray et BAT 8 INC Tox classé dans la grille de criticité en tant que MMR de rang 2, aucune MMR n'a été définie dans le cadre de l'étude. <p>L'étude identifie uniquement une MMR pour le PhD BAT 6 RNC Tpx classé dans la grille de criticité en tant que MMR de rang 2 avant la mise en place de cette</p>

mesure consistant en un disque de rupture.

Il convient que l'exploitant s'assure d'avoir analysé toutes les mesures de maîtrise des risques (MMR) envisageables pour les PhD classés en MMR de rang 2 et de rang 1 en détaillant davantage les justifications correspondantes. A titre d'exemple, pour le scénario BAT8 INC l'étude précise au paragraphe 8.9 l'absence de MMR, puis au paragraphe 8.9.1 il est indiqué la possibilité de mise en place d'un système de détection incendie sans plus d'informations.

Par ailleurs, il convient de justifier du caractère MMR attribué aux deux mesures suivantes pour le scénario BAT 6 RNC Tox :

- Extraction du bâtiment avec rejet en hauteur par une cheminée de 10m. Pour cette mesure il convient d'indiquer si celle-ci est existante, le paragraphe 8.10 indiquant que celle-ci est à l'étude ;
- Logiciel proform.

Enfin, il convient que l'exploitant ajoute dans son étude, à l'issue de cette analyse complémentaire, une liste de toutes les MMR (et/ou barrières de sécurité) avec leurs caractéristiques précises et la justification de leur faisabilité technique.

Constats :

Point 1)b)

L'exploitant indique dans son étude de dangers (EDD) que les substances et mélanges dangereux sont en majorité des liquides dont la viscosité ne permet pas une infiltration dans le sol. Une majorité d'entre eux doit même être étuvée pour obtenir une fluidité satisfaisant les besoins de la production. Leur épandage n'est possible que dans les lieux de stockage, de passage ou de production. Ceux-ci sont couverts et pourvus d'un sol de type dalle de béton non-poreux d'une épaisseur minimum de 10 cm qui ne permet pas d'infiltration. Toutefois, les équipements lourds susceptibles d'engendrer des fissures (mélangeurs, réacteurs,...) font l'objet d'un revêtement de sol en résine. Cette amélioration parfaitement imperméable aux produits mis en oeuvre empêchera toute infiltration dans le sol dans les lieux les plus favorables à un épandage (sous les machines de fabrication). Le sol du bâtiment 5 est sur rétention. Les barrières permettent en cas d'épandage d'éviter un écoulement des eaux (ou des produits vers le bâtiment 4 et le quai de déchargement). Les sols sont en pente de sorte à contenir les eaux de lutte contre l'incendie et ne permettent pas d'épandage en dehors du bâtiment. Ils ne présentent pas de cavités (caves, regards d'écoulement, caniveaux, fosses,...) susceptibles d'accumuler un épandage de liquide inflammable ou ses vapeurs. Le personnel est en mesure de répandre immédiatement de l'absorbant. Les lieux concernés sont soumis à une ventilation naturelle suffisante qui achèverait d'évaporer les traces résiduelles et empêcherait tout confinement de vapeurs.

Le transit des substances et mélanges s'opère uniquement entre les stocks (bâtiments 4, 5 et 8) et les lieux de production (bâtiments 3, 4 et 6). Les mouvements se font par chariots électriques via des passages et quais exclusivement réservés. Un épandage survenant dans ces zones serait contenu et rapidement traité sans constater d'infiltration.

Point 1)c)

En 2022, l'unité départementale du Val d'Oise a réalisé une action de vérification des installations

ICPE sur une bande de 100m autour de l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE suite au retour d'expérience issu de l'incendie du site LUBRIZOL, en Seine Maritime.

Dans un rayon de 100 mètres, trois installations sont des ICPE :

- Pannex's : ICPE à enregistrement au titre de la rubrique 2940 pour l'utilisation de colle
- Laboratoire CERBA : installation à déclaration
- SCI LOU : Enregistrement au titre de la rubrique 1510

Point 2)a)

La partie A de la nouvelle version de l'EDD détaille l'organisation générale du site. Cette partie détaille les horaires de fonctionnement de chaque activité (production, maintenance, réception, expédition, services administratifs). Aucune production n'est réalisée en dehors des heures d'ouverture du site.

La partie A de la nouvelle EDD détaille par bâtiment, l'organisation des activités et notamment les conditions de stockage y sont décrites. Des plans et des photos permettent d'identifier clairement les zones de stockage en masse.

Point 2)c)

Le paragraphe 1.3 « Les potentiels de dangers » de la partie C de l'étude fait une analyse des potentiels de dangers pour chaque bâtiment. Cette analyse est basée sur les produits dangereux stockés, les conditions de stockage et les quantités stockées.

Point 3)a)

Dans la nouvelle version de l'EDD, l'armoire ventilée est intégrée dans le cas de l'incendie du bâtiment 4. Le potentiel de dangers identifié est un épandage de produits suivi d'un incendie qui aurait pour conséquence probable l'incendie de la zone de stockage.

L'épandage dans l'armoire à solvants a été pris en compte comme évènement initiateur du scénario incendie du bâtiment 4.

Par ailleurs, la masse de produits inflammables dans la zone de stockage en racks est de 7,5 tonnes. Cette quantité a été prise en compte dans le scénario BAT 8 INC.

Point 3)c)

Les scénarios d'épandage ont été pris en compte et sont inclus dans le scénario de l'incendie du bâtiment 4 en tant qu'évènements initiateurs de l'incendie.

Point 5)

La liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) ainsi que leurs caractéristiques sont dorénavant fournies en 8.7 de la page 129 du tome III. La circulaire du 10 mai 2010 indique que pour les ateliers et installations existant déjà le 29 septembre 2005 dans les établissements, on ne comptabilise à ce titre que les accidents classés « MMR rang 2 » du fait du nombre de personnes exposées à des effets létaux, à l'exclusion des accidents classés « MMR rang 2 » en raison d'effets irréversibles.

Le scénario CH-EX-Spr étant classé en dehors d'une case MMR, ce dernier ne nécessite pas de mesures de maîtrise des risques supplémentaires.

Pour le scénario BAT8 INC , la MMR détection + intervention humaine permet de décôter en probabilité l'apparition de ce scénario. L'étude de dangers indique aucun effet irréversible lié à la toxicité des fumées.

Pour le PHD BAT 6 RNC tox, la MMR disque de rupture n'est pas pertinente. Cette dernière est associée au phénomène dangereux de surpression.

S'agissant du point concernant la justification du caractère MMR attribué aux deux mesures Extraction du bâtiment et logiciel LOGIFORM pour le scénario BAT6 RNC - Tox, ce dernier est repris spécifiquement dans les points de contrôle 7 et 8 et fait l'objet de non-conformités.

Hormis pour le dernier point susmentionné, l'inspection constate que les demandes de compléments formulées en 2021 ont été suivies d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Scénario BAT 3-4-5-6 INC_ Evènements initiateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2

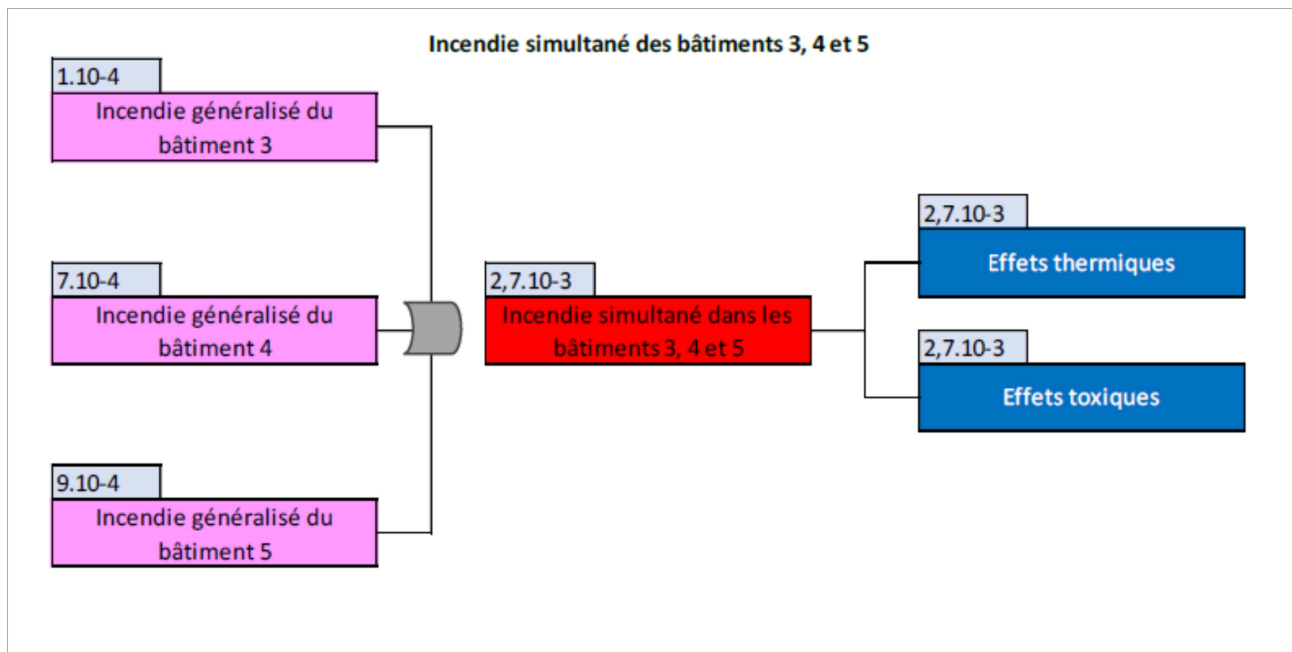
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilité des évènements initiateurs

Prescription contrôlée :

Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés. Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.

Etude de dangers 18/12/2024

La probabilité d'apparition d'un incendie simultané des 4 bâtiments (3, 4, 5 et 6) est égale à la probabilité d'apparition d'un incendie simultané dans les bâtiments 3, 4 et 5, aucun effet domino n'impactant d'autres bâtiments en cas d'incendie du bâtiment 6.



Constats :

Les évènements initiateurs de l'incendie généralisé des 4 bâtiments correspondent aux incendies généralisés de chacun des bâtiments 3, 4 et 5, l'incendie du bâtiment 6 ne générant pas d'effet dominos sur les autres bâtiments.

Pour les trois scénarios d'incendie pris séparément (incendie du bâtiment 3, incendie du bâtiment 4 et incendie du bâtiment 5), l'évènement initiateur « présence de combustibles couplée à une source d'ignition suffisante pour déclencher un incendie » est défini comme conduisant au scénario départ de feu dans le bâtiment considéré.

L'étude présente deux sources bibliographiques pour calculer le taux de fréquence pour un début d'incendie :

1) Purple book - tabl 3.15 Chap propose un taux de fréquence de 1.10^{-3}

2) Rapport « D6 - Assessments of benefits of fire compartmentation in chemical warehouses HSE 2003 » propose pour des entrepôts de plus de 100 m² d'utiliser un taux de fréquence par surface au sol de 8.10^{-6} m²/an. Le taux de fréquence pour un début d'incendie est ensuite calculée tenant compte de la surface du bâtiment.

Pour le départ de feu dans le bâtiment 3, l'exploitant a choisi d'utiliser la référence n°1 de 1.10^{-3} . Pour le bâtiment 4 et le bâtiment 5, l'exploitant a choisi de retenir la deuxième méthode et a donc calculé pour chaque bâtiment spécifiquement le taux de fréquence considérant sa surface.

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de donner des éléments permettant de justifier cette différence en termes de choix de méthodologie.

Le recalcul du taux de fréquence via la méthode n°2 pour le bâtiment 3 donne une probabilité d'apparition égale à $4,8.10^{-3}$. La méthode choisie par l'exploitant n'est donc pas la méthode majorante. Pour un incendie simultané des bâtiments 3, 4, 5 et 6 avec mise en place des mesures de maîtrise des risques, la probabilité recalculée serait donc égale à $2,08.10^{-3}$ ($4,8.10^{-4} + 7.10^{-4} + 9.10^{-4}$) au lieu de $1,7.10^{-3}$. Le scénario BAT 3-4-5-6 INC reste néanmoins classé en probabilité B : le classement du scénario dans la grille de criticité n'est ainsi pas modifié. L'impact de la méthode

choisie est considéré comme négligeable.

Observation n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de justifier la différence de méthodologie pour la cotation de l'évènement initiateur « présence de combustibles couplée à une source d'ignition suffisante pour déclencher un incendie » entre le départ de feu dans le bâtiment 3 et les départs de feu dans les autres bâtiments pris séparément.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Scénario BAT 3-4-5-6 INC_MMR Détection et intervention humaine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Etude de dangers 18/12/2024

Scénario	Barrière retenue	Nature de la barrière Active Passive Organisationnelle	Efficacité	Taux de défaillance	Cinétique de mise en œuvre	Tests / Maintien dans le temps
BAT3 INC BAT4 INC BAT8 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-6 INC	Système de détection incendie	A + O	O (pas d'action d'extinction)	10 ⁻²	Moins de 5 mn pour la détection d'un incendie.	Tests : 2 fois par an exercices d'évacuation
BAT3 INC BAT4 INC BAT8 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-6 INC	B1 Intervention humaine Personnel SIKA (heures ouvrées) PC sécurité de la ZI (heures non ouvrées)	O		10 ⁻¹	Instantanée pour le personnel SIKA (HO) Moins de 10 minutes pour le personnel du PC sécurité (HNO) (RETEX exercice)	Suivi des formations à l'utilisation des moyens de première intervention par le personnel SIKA Contractualisation auprès du PC Sécu, et exercices 2 fois par an au minimum

Constats :

L'inspection constate une incohérence dans la définition du périmètre de la mesure de maîtrise des risques « Système de détection incendie + Intervention humaine ».

Cette mesure de maîtrise des risques (MMR) est indiquée B1 dans tous les nœuds papillon décrivant les scénarios d'incendie des bâtiments pris séparément (cf. page 102, 10, 114). Néanmoins, dans la liste des MMR en page 130, la mesure de maîtrise des risques est divisée en deux barrières : système de détection d'une part, et intervention humaine d'autre part.

L'inspection rappelle que l'objectif d'une MMR est de réduire la probabilité d'apparition d'un phénomène. A ce titre, elle doit posséder certaines propriétés comme l'efficacité. Or, la présence d'un système de détection seul n'a aucun effet sur la probabilité d'apparition du scénario. C'est bien l'association de la détection du départ de feu à l'intervention humaine qui permet de réduire la probabilité d'apparition du scénario incendie généralisé.

D'autre part, en sus de l'efficacité, une MMR doit être testée et maintenue de façon à garantir son efficacité dans la décôte du scénario. Ainsi, et plus précisément pour cette MMR, l'exercice d'évacuation ne permet pas de tester le bon fonctionnement du système de détection. Les tests du bon fonctionnement et l'asservissement des détecteurs au système de détection sont réalisés lors des contrôles annuels du SSI. La maintenance est assurée par les actions correctives de l'exploitant suite à ces visites annuelles. Il s'agit donc de mieux définir le périmètre des tests effectués et de leurs suivis. L'intervention humaine par le personnel SIKA et par le PC sécurité doit également faire l'objet de tests. Le suivi des formations à l'utilisation des moyens de première intervention pour le personnel de chez SIKA permet de maintenir les compétences des équipiers mais ces formations ne permettent pas de tester/vérifier en situation d'exercice inopiné que les opérateurs utiliseront bien les extincteurs et RIA en cas de départ de feu, le réflexe premier des opérateurs étant de procéder à l'évacuation. Ce point pourrait notamment faire l'objet d'un point de contrôle et d'une traçabilité spécifique dans l'exercice POI annuel déjà mis en place par l'exploitant. Enfin, l'exploitant indique que la contractualisation auprès du PC sécurité prévoit deux exercices par an au minimum mais que ces derniers consistent à vérifier la bonne réception de la détection incendie et le délai de présence sur site. L'exploitant précise que l'utilisation effective des moyens d'intervention du site par le PC sécurité n'est pas un test mis en œuvre dans le cadre de ce contrat.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, le périmètre de la MMR « Système de détection incendie + Intervention humaine » n'est pas clairement défini dans la liste de l'étude de dangers. Les actions et procédures mises en oeuvre afin de tester et assurer le maintien dans le temps de cette MMR doivent être améliorées afin de pouvoir être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Scénario Bat 3-4-5-6 INC_MMR mur coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Etude de dangers 18/12/2024

Scénario	Barrière retenue	Nature de la barrière Active Passive Organisationnelle	Efficacité	Taux de défaillance	Cinétique de mise en œuvre	Tests / Maintien dans le temps
BAT3 INC BAT3-4-5 INC BAT3-4-5-6 INC	Mur coupe-feu en limite ouest	P	100 %	10 ⁻²	NA (passif)	Inspection visuelle Réparations si nécessaires
BAT4 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-6 INC	Mur coupe-feu en limite nord-ouest	P	100 %	10 ⁻²	NA (passif)	Inspection visuelle Réparations si nécessaires

Constats :

Le mur en limite nord (nommé ouest dans le tableau) et le mur en limite nord-ouest font partie de la liste des mesures de maîtrise des risques.

Bien que n'intervenant pas dans l'évaluation de la probabilité, ces deux mesures de maîtrise des risques permettent de limiter les effets sortants du site et d'en réduire la gravité. A ce titre, il est indispensable d'assurer leur maintien dans le temps au risque d'avoir sous évaluer le scénario dans la grille de criticité.

Le tableau listant les MMR à la page 130 prévoit une inspection visuelle et des réparations si nécessaires. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une procédure définissant Qui, Quand, Et comment, sont réalisées ces inspections visuelles. Aucun suivi n'est disponible à ce sujet. En l'état actuel des procédures internes, il n'y a aucune garantie qu'une inspection visuelle n'a été ou ne sera faite dans le futur pour garantir le bon état des murs en limite de propriété.

Lors de la visite du site, l'inspection constate toutefois que le mur séparatif de 2 mètres monté en limite de propriété avec le laboratoire CERBA est en très bon état.

L'exploitant a indiqué ne pas être en mesure de présenter des éléments justifiant du degré coupe-feu 2h des murs en limite de propriété. De ce fait, l'efficacité des murs n'est pas justifiée.

Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, le maintien dans le temps des MMR « Mur en limite nord» et « mur en limite nord-ouest » n'est pas assuré.

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, l'efficacité des MMR « Mur en limite nord» et « mur en limite nord-ouest » n'est pas assuré.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Scénario BAT 3-4-5-6 INC_Estimation de la gravité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Evaluation de la gravité**Prescription contrôlée :****Article 10**

La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.

Annexe 3

Valeur de la gravité G/personne	Zone délimitée par le seuil des effets létaux significatifs	Zone délimitée par le seuil des effets létaux	Zone délimitée par le seuil des effets irréversibles sur la vie humaine
Désastreux	Plus de 10 personnes exposées	Plus de 100 personnes exposées	Plus de 1 000 personnes exposées
Catastrophique	Moins de 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées	Entre 100 et 1 000 personnes exposées
Important	Au plus 1 personne exposée	Entre 1 et 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées
Sérieux	Aucune personne exposée	Au plus 1 personne exposée	Moins de 10 personnes exposées
Modérée	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne »

Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

Constats :

Dans son étude, l'exploitant évalue la gravité du scénario BAT 3-4-5-6 INC avec les mesures de maîtrise des risques en place correspondant aux deux murs d'une hauteur de 2 mètres chacun localisés en limite de propriété nord-ouest et nord au paragraphe 8.3.7.2.

L'exploitant a indiqué dans l'étude que ces deux murs présentent un degré coupe feu 2 heures, sans pouvoir présenter d'éléments justifiant de ce caractère.

La modélisation des effets thermiques en présence des murs consiste en la modélisation du scénario incendie généralisé en présence de merlons d'une hauteur de 2 mètres. Dans le logiciel FLUMILOG, les merlons sont paramétrés par défaut comme restant intègres toute la durée de l'incendie. Dans le cas majorant, la durée maximale de l'incendie a été estimée à 94 minutes. Ainsi, il est nécessaire que l'exploitant fournisse les justificatifs attestant que les murs montés en limite de propriété sont coupe-feu 2h afin de valider la représentativité de la modélisation au regard des

mesures présentes sur site.

Par ailleurs, la modélisation des effets thermiques en présence de merlons montre la présence d'effets sortants résiduels de 3 kW/m² à la hauteur cible 1,80 mètres à la fois au droit du mur en limite nord-ouest (bâtiment 3) et au droit du mur en limite nord (bâtiment 4).

D'après ces modélisations, les flux thermiques maximum pouvant être rencontrés au droit du mur en limite nord du site s'étendent sur une surface estimée à 87 m².

Les flux thermiques maximum pouvant être rencontrés au droit du mur en limite nord-ouest s'étendent sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 15 mètres le long du mur.

De plus, la modélisation des effets thermiques à la hauteur cible pour les effets dominos et en présence des murs montre également la présence d'effets sortants résiduels de 3 et 5 kW/m² en limite nord-ouest à la hauteur de 3 mètres et en limite nord à la hauteur de 5 mètres.

Enfin, l'exploitant indique dans son étude que les cibles atteintes par les flux sortants à hauteur d'homme (1,80 mètres) sont les salariés de l'institut CERBA occupant le bâtiment voisin et sont estimés à moins de 10 personnes. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que seulement 10 personnes ont été indiquées puisque le laboratoire était en cours de déménagement à la rédaction de l'EDD. L'exploitant précise qu'aujourd'hui le terrain n'est plus occupé hormis illégalement par les gens du voyage.

L'inspection rappelle que l'analyse de la gravité doit tenir compte d'une activité normale de fonctionnement de la parcelle voisine avec le bâti existant. Ainsi, l'estimation de la gravité à « inférieure à 10 personnes » n'est pas recevable sur le motif de non-occupation des bâtiments voisins.

Par ailleurs, l'inspection constate qu'à la hauteur cible de 1,80 mètres en limite nord-ouest (côté bâtiment 3), les flux sortants n'atteignent que la haie de laurier d'une largeur de 3 mètres. En effet, le bâtiment du laboratoire CERBA est distant de 6,50 mètres de la clôture. Enfin, le bâtiment en question semble être un bâtiment construit sur deux niveaux uniquement pour une partie du bâtiment (environ 9 mètres) situé à l'avant du site. D'après les modélisations des effets thermiques à la hauteur cible de 3 mètres, les flux de 3 kW/m² et de 5 kW/m² n'atteindraient donc pas la partie du bâtiment montée sur 2 niveaux.

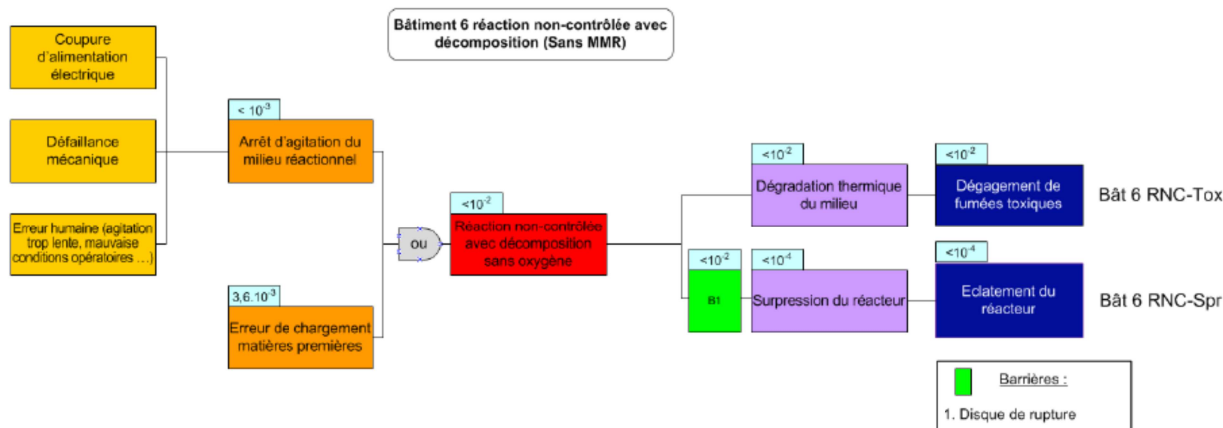
Non-conformité n°4 : Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, l'estimation de la gravité n'est pas correctement justifiée. L'inspection demande à l'exploitant de présenter les modélisations des effets thermiques (à la hauteur cible 1,80 mètres et à la hauteur cible des effets dominos) superposées à des vues aériennes afin de confirmer que les effets sortants résiduels n'atteignent effectivement pas les bâtiments du laboratoire CERBA, mais uniquement les parkings et les bandes enherbées. L'objectif est d'apporter des éléments probants pour la cotation de la gravité en sérieux (moins de 10 personnes exposées).

En effet, si le nombre de personnes exposées se situe entre 10 et 100 personnes pour les flux de 3 kW/m² et entre 1 et 10 personnes pour les flux de 5 kW/m², la gravité sera cotée en gravité importante ce qui laisse le scénario BAT 3-4-5-6 en case « NON » dans la grille de criticité.

Enfin, l'inspection demande que l'exploitant transmette les justificatifs relatifs aux caractéristiques des murs montés en limite de propriété et attestant du caractère coupe feu 2 heures afin de pouvoir prendre en compte cette modélisation des effets thermiques en présence de mesure de maîtrise des risques (cf point de contrôle n°4). Dans le cas contraire, la modélisation présentée ne pourra pas être considérée comme représentative des éléments présents sur site. Seule, la modélisation des effets thermiques sans mur en limite de propriété pourra être prise en compte laissant le scénario BAT 3, 4, 5 et 6 INC en case "NON" dans la grille de criticité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Scénario BAT 6 RNC-Tox_ Evènements initiateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Cotation des évènements initiateurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés. Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.</p> <p>Etude de dangers du 18/12/2024</p> 

<p>Constats :</p> <p>Dans l'étude, deux évènements initiateurs ont été identifiés comme pouvant être à l'origine du scénario Réaction non contrôlées au bâtiment 6. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêt de l'agitation provoqué par une coupure d'alimentation, une défaillance mécanique ou une erreur humaine (agitation trop lente, mauvaise conditions opératoires...)
--

- Erreur de chargement de matières premières (nature de la matière et quantités)

Pour ce dernier évènement initiateur, l'exploitant indique dans son étude avoir mis en place une mesure de maîtrise des risques (MMR) permettant de diminuer la probabilité d'apparition de l'évènement initiateur et de fait diminuer également la probabilité d'apparition du scénario BAT 6 RNC-tox d'un facteur 10^{-1} . En effet, le logiciel LOGIFORM a été installé sur tous les postes de travail. Au préalable, toutes les matières sont étiquetées avec un code barre lors de la réception. L'opérateur vient ensuite charger son produit de fabrication sur la machine qui va lui demander de scanner une par une les matières premières avant introduction dans le mélangeur ou le réacteur. Il n'est pas possible de mettre une matière première à la place d'une autre car une erreur de scan remonte un message d'alerte et bloque la suite du processus de fabrication.

Observation n°2 : Le nœud papillon relatif au scénario BAT6 RNC-tox en page 120 n'indique pas explicitement cette MMR. Elle est incluse directement dans la cotation de l'apparition de l'évènement initiateur à $3,6.10^{-3}$. Pour améliorer la lisibilité et la compréhension du nœud papillon mais également afin de souligner l'importance de l'action de la chaîne LOGIFORM mise en place, il aurait été opportun d'indiquer explicitement la MMR « chaîne LOGIFORM » au même titre que la barrière B1 « disque de rupture ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Scénario BAT 6 RNC-Tox_MMR LOGIFORM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Etude de dangers 18/12/2024

Scénario	Barrière retenue	Nature de la barrière Active Passive Organisationnelle	Efficacité	Taux de défaillance	Cinétique de mise en œuvre	Tests / Maintien dans le temps
BAT6 RNC	B3 Le logiciel logiform installé sur tous les postes de travail. Les matières premières sont étiquetées	O	100 %	-	Fonctionnement permanent	Le matériel informatique est régulièrement surveillé entretenu et mis à jour.

Constats :

Dans l'étude, la mesure de maîtrise des risques « logiciel LOGIFORM » est indiquée B3 dans le tableau récapitulatif des MMR en page 131 alors qu'elle n'est pas explicitement mentionnée dans le nœud papillon décrivant le scénario BAT- RNC-Tox (cf. page 120 et point de contrôle n°6).

L'inspection rappelle qu'une MMR peut réduire la probabilité d'apparition d'un phénomène à la condition de posséder certaines propriétés comme l'efficacité. Pour la MMR « logiciel LOGIFORM », c'est bien toute la chaîne mise en œuvre qui permet de réduire la probabilité d'apparition du phénomène (étiquetage, logiciel + scan de l'opérateur). Une meilleure description de la MMR est donc nécessaire.

D'autre part, en sus de l'efficacité, une MMR doit être testée et maintenue de façon à garantir son efficacité dans la décote du scénario. Ainsi, et plus précisément pour cette MMR, l'entretien et la mise à jour régulière du matériel informatique ne permet pas de tester l'efficacité de la MMR.

L'exploitant indique que des tests sont réalisés à chaque début de préparation par le scan d'un détrompeur (faux code barre) par l'opérateur. Sans ce test, l'opérateur ne sera pas en mesure de commencer la fabrication de son produit. Ceci permet de vérifier que le logiciel est opérationnel.

Au cours de la visite, l'inspection a pu vérifié le fonctionnement de la chaîne LOGIFORM lors d'une opération de fabrication sur le réacteur R3600. L'opérateur a effectué les différentes opérations relatives à la fabrication de son produit indiqué dans son ordre de préparation. Il a indiqué avoir au préalable scanner le détrompeur présent au niveau de son poste. Ensuite, il a scanné le code barre de la matière première dont il avait besoin. Un écran s'ouvre lorsque le code barre scanné correspond à la matière nécessaire à la fabrication. Il s'agit de la balance qui permet de suivre le volume de matière première soutiré. Cet affichage ainsi que le mode soutirage de la matière première ne peuvent se faire si le code scanné n'est pas le bon. L'opérateur a effectué le test de scanner la mauvaise matière première sur demande de l'inspection. Un message d'erreur s'affiche indiquant qu'il y a une erreur de matière première. L'opérateur peut acquiescer mais l'affichage du mode soutirage pour passer à l'opération de pompage dans la cuve ne s'ouvre pas. L'opérateur ne peut donc pas lancer le soutirage de la matière première dans le réacteur.

L'opérateur indique par ailleurs que d'autres alertes sont remontées par le logiciel. En sus des erreurs de matières premières, le logiciel délivre un message d'erreur pour :

- les problèmes de séquençage. En effet, l'opérateur se doit de respecter l'ordre d'introduction des matières premières dans le réacteur indiqué dans son ordre de préparation. Si la matière première n°3 est scannée avant la matière première n°2 alors une alerte s'affiche sur l'écran demandant à l'opérateur de présenter d'abord la matière première n°2.
- identifier les produits périmés. Les dates de péremption sont suivies au niveau des produits stockés. Néanmoins, l'exploitant a indiqué avoir tout de même paramétré le logiciel pour identifier une matière première périmée qui aurait échappé à la vigilance du premier tri.
- le tarage de la balance. Afin de s'assurer que l'opérateur introduit dans le réacteur la bonne quantité de matière première, l'opération de tarage de la balance est indispensable. De ce fait, l'exploitant a paramétré le logiciel afin de s'assurer que l'opération de tarage soit obligatoirement réalisée.

L'inspection constate que la mesure de maîtrise des risques « Chaîne LOGIFORM » est efficace. Des tests sont réalisés régulièrement via le détrompeur pour assurer le bon fonctionnement du logiciel. Néanmoins, ces éléments constatés sur place ne sont pas retranscrits dans l'étude fournie. Le périmètre de la MMR « chaîne LOGIFORM » mérite d'être précisé. Les différents tests nécessitent d'être détaillés dans une procédure de contrôle de la MMR et de figurer dans la liste des MMR fournie en annexe de l'étude de danger.

Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, le périmètre de la MMR « chaîne LOGIFORM » n'est pas clairement défini dans la liste de l'étude de dangers. Les actions et procédures mises en œuvre afin de tester et assurer le maintien dans le

temps de cette MMR doivent être formalisées afin de pouvoir être prise en compte dans l'évaluation de la probabilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Scénario BAT 6 RNC-Tox_MMR Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Etude de dangers 18/12/2024

BAT6 RNC	B2 Extraction du bâtiment 6 avec rejet en hauteur par une cheminée de 10 m	A	100 %	10 ⁻¹	Fonctionnement permanent	Test quotidien (fonctionnement permanent) Maintenance : maintenance des systèmes d'extraction
----------	---	---	-------	------------------	--------------------------	--

Constats :

Dans l'étude, la mesure de maîtrise des risques « Extraction » décote la probabilité d'apparition du dégagement de fumées toxiques (NO₂) de 10⁻¹ dans le scénario BAT6 RNC-tox la faisant passer de < 10⁻² (probabilité B) à < 10⁻³ (probabilité C).

L'inspection interroge l'exploitant sur la présence d'un filtre NO₂ au niveau de cette cheminée car l'étude ne le précise pas. L'exploitant indique que la cheminée ne présente aucun filtre et que l'objectif de cette cheminée est de renvoyer le panache de fumée en toiture et non en façade afin d'éviter d'impacter le bâtiment se trouvant de l'autre côté de la rue.

L'inspection rappelle que pour être prise en compte dans l'évaluation de la probabilité, la mesure « Extraction » doit avoir un impact et être efficace sur la probabilité d'apparition du phénomène dégagement toxiques de fumée. L'inspection indique que sans la présence de filtre spécifique aux fumées toxiques potentiellement dégagées, l'extraction en toiture n'a aucun effet sur la probabilité d'apparition d'un dégagement de fumées toxiques. La cheminée d'extraction à 10 mètres a uniquement un impact sur la forme du panache rejeté. Ainsi, la MMR « Extraction » n'est pas une mesure de maîtrise de risques qui permet de décôter le scénario BAT 6 RNC-Tox. Ce scénario reste en probabilité B. Toutefois, l'impact sur la grille de criticité est négligeable puisque la MMR « Extraction » permet d'éviter les effets hors site (réduit la gravité). Le scénario BAT 6 RNC-Tox est in fine en dehors de la grille.

Non-conformité n°6 : Conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, la MMR « Extraction » ne peut être prise en compte dans l'évaluation de la probabilité du scénario BAT 6 RNC-Tox
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Scénario BAT 6 RNC-Tox_gravité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Estimation de la gravité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la mise en place de la cheminée d'extraction à 10 mètres en toiture permet de modifier le panache du dégagement de fumées toxiques lors d'un scénario de réaction non contrôlée au bâtiment 6 (BAT 6 RNC-Tox).</p> <p>Les modélisations des rejets hors du bâtiment pour une durée d'exposition de 600 secondes (cas majorant) en présence de cette cheminée d'extraction montre qu'aucun tiers n'est touché, y compris lorsque la ventilation ne fonctionne pas. Sans ventilation la sortie des fumées se ferait naturellement par les exutoires en toiture.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place une procédure de maintenance pour la cheminée d'extraction, même si aucun tiers n'est touché en l'absence de fonctionnement de ventilation de cette cheminée. Il s'agit pour l'exploitant d'évacuer l'air vicié pour la santé de son personnel.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des Mesures de Maitrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste de MMR

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26 mai 2017

6. Mesures de maîtrise des risques.

Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.

Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Arrêté du 29 septembre 2005

Article 4

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Etude de dangers 18/12/2024

Scénario	Barrière retenue	Nature de la barrière Active Passive Organisationnelle	Efficacité	Taux de défaillance	Cinétique de mise en œuvre	Tests / Maintien dans le temps
BAT3 INC BAT3-4-5 INC BAT3-4-5-8 INC	Mur coupe-feu en limite ouest	P	100 %	10 ⁻²	NA (passif)	Inspection visuelle Réparations si nécessaires
BAT4 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-8 INC	Mur coupe-feu en limite nord-ouest	P	100 %	10 ⁻²	NA (passif)	Inspection visuelle Réparations si nécessaires
BAT3 INC BAT4 INC BAT8 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-8 INC	Système de détection incendie	A + O	0 (pas d'action d'extinction)	10 ⁻²	Moins de 5 mn pour la détection d'un incendie.	Tests : 2 fois par an exercices d'évacuation
BAT3 INC BAT4 INC BAT8 INC BAT4-5 INC BAT3-4-5 INC BAT 3-4-5-8 INC	B1 Intervention humaine Personnel SIKA (heures ouvrées) PC sécurité de la ZI (heures non ouvrées)	O		10 ⁻¹	Instantanée pour le personnel SIKA (HO) Moins de 10 minutes pour le personnel du PC sécurité (HNO) (RETEX exercice)	Suivi des formations à l'utilisation des moyens de première intervention par le personnel SIKA Contractualisation auprès du PC Sécu, et exercices 2 fois par an au minimum
BAT4 INC	B2 Intervention immédiate de l'opérateur en cas de déversement (relève du fût et sable absorbant)	O		10 ⁻¹	Moins de 5 minutes	Suivi des formations sur les fuites et déversements Vérification annuelle de l'actualité de la procédure de conduite en cas d'épandage
BAT6 RNC	B1 Disque de rupture (2 bar eff – DN 80)	A	100 %	10 ⁻²	Quasi-instantané (< 10 s)	Contrôle interne des disques de rupture
BAT6 RNC	B2 Extraction du bâtiment 6 avec rejet en hauteur par une cheminée de 10 m	A	100 %	10 ⁻¹	Fonctionnement permanent	Test quotidien (fonctionnement permanent) Maintenance ; maintenance des systèmes d'extraction
BAT6 RNC	B3 Le logiciel logiform installé sur tous les postes de travail. Les matières premières sont étiquetées	O	100 %	-	Fonctionnement permanent	Le matériel informatique est régulièrement surveillé entretenu et mis à jour.

Constats :

<p>L'inspection constate que l'exploitant a tenu compte de la demande de compléments effectuée en 2021 s'agissant de la présentation d'une liste de ses MMR et des caractéristiques associées. L'inspection indique que cette liste est largement perfectible et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renuméroter les MMR de 1 à 7 afin de les rendre plus identifiables. Par exemple, plusieurs MMR sont dénommées B1 alors qu'elles sont différentes. - certaines MMR présentées dans la liste n'ont pas le même périmètre ou ne portent pas le même nom que les MMR présentées dans le corps de l'étude de dangers - modifier et /ou préciser les procédures de tests et de maintien dans le temps (cf. points de contrôle relatifs aux MMR). Par sondage, l'inspection a étudié deux scénarios BAT 3-4-5-6 INC et BAT 6 RNC-tox. Néanmoins, l'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la pertinence et la définition des tests et des procédures de l'ensemble des MMR présentées dans le tableau final. <p>Non-conformité n°7 : Le document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques prescrit par l'article 6 de l'arrêté du 26 mai 2017 présente des erreurs et des incohérences. Par ailleurs, les procédures de tests et de maintien dans le temps des MMR ne sont pas correctement définies ou méritent d'être formalisées afin que les MMR décrites puissent être effectivement prises en compte dans l'évaluation de la probabilité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Dimensionnement des moyens de prévention et de protection_D9

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :</p> <p>a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son étude, l'exploitant présente au paragraphe 3.3.1 le dimensionnement des besoins en eau. Le calcul détaillé est fourni en annexe de l'EDD. Il est basé sur le scénario majorant « BAT 3-4-5-6 INC ». Le débit requis pour la DECI est de 450 m³/h.</p> <p>Les éléments fournis par l'exploitant indiquent 3 hydrants à proximité du site (Poteau incendie PI n°219, 146, 144) et 3 hydrants plus distants entre 100 et 250 mètres (Poteau incendie PI n° 160, 242, 220). Dans son étude, l'exploitant précise qu'une mesure en simultané a été effectuée sur les PI 160 et 146 qui lors des mesures présentaient un débit disponible de 240 m³/h à minima (supérieur à 120 m³/h sur chacun des 2 poteaux). Le document indique que la couverture des besoins en eau</p>

par les poteaux incendie publics a été démontrée par la modélisation CYO de novembre 2023 sans toutefois transmettre le document.

L'exploitant présente en séance la modélisation CYO faite par Veolia en novembre 2023. Les simulations sont réalisées sur un modèle mathématique du réseau d'alimentation en eau potable de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise en jour de pointe. Elles ont pour but de simuler l'impact des tirage d'eau pour la DECI du bâtiment SIKa sur l'alimentation en eau dans le secteur S15 (celui de SIKa) et ceux en lien avec ce dernier. Les poteaux n°144, 146, 219 et 160 étant des poteaux DN 150, les tirages simulés sont de l'ordre de 120 m³/h minimum. L'intégration de quatre poteaux d'incendie en tant qu'équipements de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) pour le bâtiment SIKa a engendré une réduction de la pression dans le secteur S15, cependant, elle reste au-dessus de 2,5 bar. Parallèlement, les vitesses d'écoulement demeurent inférieures à 2,6 m/s, ce qui reste acceptable dans le cadre d'un événement exceptionnel en jour de pointe.

En se basant sur les résultats relatifs aux pressions et aux vitesses obtenues, CYO déduit que le réseau actuel peut soutenir un tirage simultané de 120 m³/h aux quatre poteaux d'incendie (PI144, PI146, PI219 et PI160) pendant une période de 2 heures.

En conclusion, la modélisation indique que les poteaux incendie présents autour du site présentent la capacité nécessaire pour couvrir les besoins en eau de 450 m³/h.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dimensionnement Rétention des eaux d'extinction_D9a

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention eaux extinction

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 26/05/2014

4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :

a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;

Etude de dangers du 18/12/2024

Le calcul des besoins en eaux pour la défense extérieure contre l'incendie est établi selon le Guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A version juin 2020). Le détail des calculs est fourni en Annexe C3.Ce calcul permet de déterminer :

- La surface de référence, représenté par les bâtiments 3, 4, 5 et 6 ;
- Le volume total d'eau à confiner : 1 117 m³ ;
- Le volume de rétention disponible en bâtiment : 451 m³ ;
- Le volume d'eau d'extinction restant à confiner dans le réseau d'eau pluviale isolable : 666 m³.

Un bassin de confinement est actuellement mis à l'étude afin d'assurer la rétention de ces eaux d'extinction.

Constats :

Dans son étude, l'exploitant présente au paragraphe 3.3.2 l'évaluation du besoin en capacité de rétention du site. Le calcul des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie est détaillée en annexe de l'étude.

L'exploitant indique que :

- la surface de référence est la surface des bâtiments 3, 4, 5 et 6
- le volume total d'eau à confiner est de 1117 m³
- le volume de rétention disponible en bâtiment est de 451 m³
- le volume d'eau d'extinction restant à confiner dans le réseau d'eau pluviale isolable est de 666 m³

L'inspection constate des incohérences dans le fichier excel annexe et le corps de l'EDD. En effet, le volume d'eau à confiner dans les rétentions tenant compte uniquement du volume des intempéries drainées dans la rétention des bâtiments impliqués est estimé à 1050 m³ et celui relatif aux intempéries sur les surfaces non impliquées à confiner de 96 m³ soit un volume total d'eau à confiner de 1146 m³. L'étude indique quant à elle 1117 m³.

De plus, le volume de rétention retenu au titre du document D9A avec prise en compte de l'encombrement des stocks au sol et/ ou équipements est de 481 m³ alors que l'étude indique 451 m³

Le recalcul du volume d'eau résiduel tenant compte de ces chiffres donne 695 m³ soit 30 m³ de plus que le volume présenté dans l'étude.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la différence et se rapproche du CNPP qui a fait les calculs pour éclaircir cette différence.

L'exploitant présente également une étude de la rétention des eaux pluviales et d'incendie de la société SARP Ile de France afin de déterminer le volume de stockage possible au niveau des quais de déchargement et dans les réseaux pluviaux. Le volume de stockage disponible dans les quais et dans les canalisations tenant compte des 3 bassins versants présents sur le site a été estimé à 158,4 m³. Considérant cette capacité de stockage supplémentaire, le survolume restant à stocker est de 537 m³ (695 - 158,4 = 537).

L'exploitant indique en séance qu'un bassin de confinement est actuellement à l'étude afin d'assurer la rétention de ces eaux d'extinction (bassin, cuve enterré ou bâche) au niveau de la pelouse à l'entrée du site. La difficulté à l'heure actuelle est d'obtenir un retour de la part de la mairie s'agissant de l'abattage des 7 arbres présents à cet endroit.

Le site est donc non-conforme s'agissant de sa capacité de rétention des eaux d'extinction.

Non-conformité n°8 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, la description des systèmes de rétention des eaux incendie montre que les mesures protection et d'intervention ne permettent pas de limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 13 : Dispositions constructives_Suite MED n°IC-22-076

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour EDD et dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE - 15 rue de l'Equerre - ZI des Béthunes, de respecter dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018 susvisé concernant l'étude de dangers.

L'exploitant devra transmettre une étude de dangers révisée concernant les installations exploitées.

- les dispositions de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 concernant les aménagements spécifiques.

L'exploitant devra équiper de murs coupe feu deux heures, de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de porte extérieures de degré pare flammes une heure les bâtiments 3, 4 et 5 dédiés au stockage de matières premières ou de produits finis qualifiés de permanents de murs coupe feu deux heures, de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de portes extérieures de degré pare flammes une heure

Constats :

Par courrier en date du 22 décembre 2022 à l'attention de la Secrétaire Générale, l'exploitant avait sollicité un délai supplémentaire pour répondre à l'arrêté de mise en demeure n°IC-22-076. En effet, ce dernier indiquait s'impliquer totalement dans la mise en conformité avec les différentes exigences légales. Il indiquait par ailleurs s'appuyer sur la mise à jour de l'étude de dangers pour évaluer la nécessité ou non de murs coupe-feu, ainsi que leurs emplacements dans les bâtiments en question.

L'exploitant a transmis son étude de dangers révisée concernant les installations exploitées en date du 18/12/2024.

L'alinéa 1 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n° IC-22-076 peut donc être levé.

S'agissant de l'alinéa 2 relatif aux dispositions constructives, l'exploitant indique avoir étudié, en parallèle de l'étude de dangers, la mise en place de murs coupe-feu tel que prescrite par les dispositions de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006. L'étude effectuée par la société RENOVIA en date du 10 octobre 2023 présente trois solutions :

- l'isolement coupe feu entre le bâtiment 3/4 et le bâtiment 5
- l'isolement coupe feu entre le bâtiment 5 et le bâtiment 6
- l'installation de murs coupe feu indépendant

La mise en oeuvre de ces solutions génèrerait des coûts allant de 635 000 à 900 000 euros. L'exploitant indique que le coût pour remettre en conformité vis à vis des dispositions constructives est difficilement supportable par l'entreprise.

Dans l'étude de dangers, l'exploitant indique avoir mis en œuvre des mesures de maîtrise des risques afin de réduire les effets sortants du site et rendre les risques acceptables tenant compte de la configuration actuelle du site en termes de dispositions constructives et localisation des stockages. Ces mesures de maîtrise des risques consistent en deux murs maçonnés et bétonnés montés en limite nord-ouest (au niveau du bâtiment 3) et nord (au niveau du bâtiment 4 dans l'angle du site) présentés dans les points de contrôle n°4 et n°5.

En l'état actuel des éléments présentés, l'inspection ne peut conclure favorablement à une demande d'aménagement aux dispositions de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

En effet, plusieurs points nécessitent d'être complétés et des éléments doivent être fournis par l'exploitant :

1) la preuve du caractère coupe feu 2h pour ces deux murs de 2 mètres déjà mis en place par l'exploitant doit être transmise. En effet, des merlons ont été utilisés dans l'application FLUMILOG pour modéliser ces deux murs. Or par défaut, les merlons sont paramétrés de manière à rester intègres pendant toute la durée de l'incendie (soit ici 1h30). Il apparaît donc indispensable de justifier de la résistance au feu des murs montés en limite de propriété pour que la modélisation réalisée soit représentative (cf. point de contrôle n°5)

2) la justification qu'a minima les flux de 5 kW/m^2 issus de la modélisation des effets dominos n'atteignent pas le bâtiment CERBA (cf. point de contrôle n°5). En effet, d'après les modélisations FLUMILOG, ces murs permettent à hauteur de 1,80 mètres de limiter les effets sortants aux effets thermiques de 3 kW/m^2 sur une faible surface. Cependant, à la hauteur cible des effets dominos (3 mètres en limite nord-ouest et 5 mètres en limite nord), l'inspection constate des effets sortants de 3 et 5 kW/m^2 . L'inspection ne disposant ni de cartographies précises ni des distances d'effets pour les flux de 3 kW/m^2 et de 5 kW/m^2 , aucune conclusion quant au caractère acceptable ou non des effets sortants ne peut en être tirée.

3) la modélisation des effets thermiques avec des murs coupe feu 2 heures d'une hauteur de 3 mètres en limite nord-ouest et nord à la hauteur cible de 1,80 mètres et à la hauteur cible des effets dominos afin d'étudier l'incidence de murs plus hauts sur les effets de 5 kW/m^2 . En effet, les flux sortants du site à 5 kW/m^2 doivent être limités au maximum.

Au regard des éléments qui seront fournis par l'exploitant, l'inspection pourra examiner une demande d'aménagement de l'exploitant aux prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives aux dispositions constructives prescrites par l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

Dans le cas où l'exploitant ne serait pas en mesure de présenter les éléments demandés ou que ces derniers conduiraient à démontrer la présence de risques non acceptables, l'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral du 10 avril 2006 :

- en équipant les bâtiments 3, 4 et 5 (bâtiments aujourd'hui utilisés à des fins de stockage permanent) de mur coupe feu 2h, de portes intérieures coupe-feu 1 heure et de portes extérieures de degré pare-flammes 1h et d'une couverture incombustible
- ou en modifiant l'emplacement des stockages permanents

Enfin, dans l'étude de dangers partie A page 23, le plan des stockages indique que, la zone 4J et 4H (zone sur toute la longueur commune des bâtiments 4 et 5) accueille un stockage de produits incombustibles exclusivement. L'alinéa 3 de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 est respecté.

Néanmoins, l'inspection maintient l'alinéa 2 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-22-076 dans l'attente des éléments complémentaires demandés.

Non-conformité n°9 : Contrairement à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure n°IC-22-076, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 concernant les aménagements spécifiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois